

Neutralité suisse et blessés de la guerre

Un citoyen suisse très versé dans les questions militaires et économiques suggère dans le *Berner Tagblatt*¹ de faire participer la Suisse, en cas de guerre européenne, à la grande mission humanitaire que représente la Croix-Rouge, en recueillant les blessés et malades des armées combattantes des pays limitrophes et en les soignant pendant la période des hostilités. En retour de ce service, la Suisse serait autorisée, de la part des puissances voisines qui prendraient les mesures voulues pour cela, à faire passer à travers leur territoire ses approvisionnements en produits de nécessité vitale : blé, combustible, etc... Nul n'ignore, en effet, qu'en cas de guerre générale, la Suisse pourrait se trouver en peu de semaines dans une situation très critique, voisine de la famine même, et qu'elle ne pourrait guère compter obtenir le libre passage pour ses approvisionnements à travers les Etats belligérants sans leur assurer un avantage matériel en retour.

Différents journaux étrangers ont accueilli avec faveur l'idée énoncée par le correspondant du *Berner Tagblatt*. Dans une guerre entre la France et l'Allemagne, l'Italie et l'Autriche resteraient difficilement neutres. Etant donné l'organisation des armées et les armements modernes des grandes puissances européennes, il n'est pas douteux que les conflits armés causeraient très rapidement un nombre énorme de victimes et que les services sanitaires des armées en seraient débordés.

La Suisse, pays neutre, à proximité probable de maint champ de bataille, serait un territoire tout désigné pour hospitaliser dans les meilleures conditions possible les nombreux blessés, déchargeant ainsi considérablement l'organisation sanitaire des armées belligérantes. Elle y gagnerait le respect mieux garanti de sa neutralité d'une part, la possibilité d'assurer ses importations de l'autre, et les nations bel-

¹ Voir *Journal de Genève* du 6 novembre 1913.

ligérantes, de leur côté, pourraient compter sur un vaste sanatorium de premier ordre pour leurs blessés et leurs malades.

Telle est la suggestion du philanthrope bernois et il serait intéressant de savoir comment ce projet serait accueilli dans les milieux compétents, de la part des gouvernements, des chefs d'armées, des autorités sanitaires et des populations ?

Il n'y a pas de doute que, pour de petits Etats, à ressources limitées, et dont l'organisation sanitaire est difficilement à la hauteur de sa tâche, ainsi qu'on l'a vu dans les guerres récentes, l'offre de recueillir leurs blessés sur territoire neutre pourrait répondre à un besoin indiscutable. En est-il de même pour de grandes puissances dont l'organisation militaire a prévu, jusque dans ses moindres détails, toutes les éventualités de la guerre ?

Pour ce qui regarde l'évacuation et les soins aux blessés, en particulier, l'organisation sanitaire des grandes armées est pourvue d'une façon très complète et le service des transports entre autres, y est assuré de façon à ramener très rapidement tous les blessés et malades transportables vers les hôpitaux de l'intérieur où les attend un personnel très complet et bien instruit.

Abstraction faite du sentiment patriotique, dont on ne saurait méconnaître l'importance en pareille matière, un autre motif, du reste, engagera les armées combattantes à conserver sur leur propre territoire tous leurs blessés transportables, c'est la possibilité de faire reprendre les armes à plusieurs d'entre eux. L'on sait qu'avec les projectiles des fusils modernes, les plaies des parties molles comportent en effet une très forte proportion de guérisons après peu de semaines déjà. Or on n'oubliera pas que les combattants, blessés ou malades, transportés en pays neutre, devraient y être retenus, après guérison, comme prisonniers jusqu'à la fin des hostilités. Autant d'hommes perdus donc pour les armées combattantes.

L'utilité de l'hospitalité suisse pour les blessés des nations voisines pourrait trouver toutefois sa raison d'être à l'occa-

sion de combats à proximité immédiate de son territoire. Dans ce cas, malgré l'abondance des moyens de transport dont disposent les grandes armées, on devra se souvenir de l'expérience fâcheuse faite dans les dernières guerres quant aux résultats des transports à grandes distances pour les blessés, même dans les conditions de confort relatif des trains ambulanciers. Le transport aggrave les plaies et augmente notablement la mortalité des blessés ; les évacuations à courtes distances et par échelons successifs s'imposeront toujours plus dans l'organisation des transports. C'est dans ces conditions particulièrement, que les armées belligérantes pourront être heureuses de profiter éventuellement pour leurs blessés de l'hospitalité d'Etats neutres à proximité de leurs frontières.

Un autre point de vue encore pourra les y amener, ce sont les difficultés de l'organisation des secours en cas de retraite. Comme on l'a très justement observé à propos de la guerre des Balkans ¹, malgré la Convention de Genève, l'état des blessés abandonnés à l'ennemi est souvent fort critique, les ressources disponibles suffisant à peine pour les blessés de l'armée victorieuse. On devrait donc, quand on s'aperçoit que l'armée va battre en retraite, installer au plus vite le long de la route des échelons d'arrêt pourvus du nécessaire. Mais prévoit-on souvent une retraite et a-t-on dans ces cas le temps d'organiser encore, derrière une armée en marche rétrograde, face à l'ennemi, des stations d'approvisionnements pour les blessés ? C'est douteux, aussi lorsque les combats auront eu lieu à proximité de la frontière d'un Etat neutre, est-il vraisemblable que l'armée en retraite pourra être heureuse de lui confier ses blessés.

Ces éventualités prouvent tout au moins que, malgré les difficultés très grandes qui s'opposeraient à la réalisation de l'idée énoncée par le *Berner Tagblatt*, celle-ci mériterait

¹ M. le médecin inspecteur général Delorme : « Des enseignements de la guerre des Balkans ». *Académie de médecine*, 1^{er} avril 1913.

pourtant de retenir l'attention des puissances voisines de la Suisse. A moins qu'il faille constater, avec quelque mélancolie sans doute, mais avec quelque logique aussi, qu'en prévision d'une guerre, le sort des blessés ne saurait peser assez lourd dans la balance des destinées des nations pour lier celles-ci à des engagements internationaux éventuellement gênants.

Dr FERRIÈRE.

WURTEMBERG

Le cinquantenaire de la Société wurtembergeoise

La Société wurtembergeoise a célébré avec éclat, les 7 et 8 novembre 1913, le jubilé cinquantenaire de sa fondation. Cet anniversaire de la plus ancienne société de la Croix-Rouge méritait de ne pas passer inaperçu.

Un numéro spécial des *Württembergischen Mitteilungen*¹ est consacré à cet événement. Il publie les portraits du roi et de la reine ; cette dernière a, depuis 21 ans, suivi avec une sympathie active, le développement de la Croix-Rouge et l'a favorisé en toute occasion. Il publie également les portraits des présidents : le président d'honneur, prince Ernest de Hohenlohe-Langenburg, le deuxième président, lieutenant général von Bossert, et le président effectif, Dr C. von Geyer.

Un insigne social a été créé, à cette occasion également. Il consiste en un médaillon de la grosseur d'une pièce de deux marks portant la croix rouge sur fond blanc au-dessus d'une palme et des armes du Wurtemberg, le tout entouré du nom de la Société. Cet insigne ne devra être porté que par les membres, et le règlement rappelle les prescriptions de la Convention de Genève de 1906, et celles de la loi

¹ N° 5 de 1913.